

L'UNION EUROPÉENNE NE DOIT PAS DEVENIR UNE PUISSANCE MILITAIRE

Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et de la guerre en Irak, les Européens avaient demandé à Javier Solana, le Haut-représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, de préparer un «concept stratégique». Ce document devait être discuté lors du Conseil européen des 12 et 13 décembre 2003. L'une des questions centrales dans l'élaboration d'un concept stratégique est celle de l'usage de la force. Depuis deux ans, certains ont insisté sur la nécessité de renforcer les moyens militaires de l'Europe. Mais quels moyens? Et surtout pour quoi faire?

Les capacités militaires permettent deux missions distinctes. La première c'est la protection du territoire et de la population de l'UE. C'est la «défense de l'Europe» qui, pour des raisons d'efficacité devrait être réorganisée afin d'éviter la dispersion des efforts et les gaspillages financiers. Mais puisque l'Union européenne n'est plus menacée comme par le passé, son dispositif actuel doit avant tout être restructuré et adapté aux nouveaux risques et menaces. La mise en commun des ressources permettra des économies d'échelle et le niveau actuel des dépenses militaires semble être suffisant. Le coût total du dispositif variera en fonction du degré d'utilisation plus ou moins autonome de la structure de l'OTAN, éternel débat avec les Américains qui veulent garder la maîtrise et le contrôle de l'institution.

L'autre mission est la projection des forces en dehors du territoire européen. C'est ici que le débat est le plus délicat. Techniquement, les Européens sont capables de réunir des forces plus ou moins importantes pour autant qu'ils se réorganisent. La «force de déploiement rapide» de 50.000 à 60.000 hommes, normalement opérationnelle fin 2003, devrait remplir ce rôle. Mais certains prônent la mise en place de moyens beaucoup plus importants. Avant toute décision de ce genre, il est nécessaire de fixer les objectifs et les conditions d'usage de la force.

L'Union européenne doit non seulement défendre ses intérêts mais également les valeurs qu'elle entend promouvoir dans le monde. Son objectif stratégique n'est pas de devenir un « empire » mais bien une « puissance tranquille », acteur de stabilité par la coopération et le multilatéralisme. Elle est déjà une puissance économique, commerciale et financière. Elle doit aussi devenir une puissance politique, utilisant d'abord tous ses moyens non militaires pour empêcher que des crises ne se transforment en conflits. D'où le concept de prévention des conflits qui doit être mis en oeuvre par des mécanismes classiques (la diplomatie) ou nouveaux (équipes de médiateurs sur le terrain). De plus, elle accomplit une action globale à long terme en luttant contre les causes profondes qui génèrent les guerres ou les actes de terrorisme.

L'usage de la force par l'UE doit obligatoirement s'inscrire dans le cadre d'une décision du Conseil de sécurité des Nations unies. Renforcer les moyens

militaires de PUE devrait donc servir à renforcer ceux de l'ONU. Toute action militaire unilatérale est par conséquent exclue, tout comme la notion de «guerre préventive».

Mais, au-delà de la légalité, se pose la question de l'efficacité d'une action militaire. Un principe essentiel est que le recours à la force ne peut se réaliser que si toutes les options non militaires ont échoué. Un deuxième principe est que l'action militaire ne peut aboutir à une aggravation de la situation; trop souvent une opération est lancée en désespoir de cause sans qu'une évaluation des chances de réussite soit réalisée.

L'Union européenne doit donc se démarquer clairement des conceptions de l'actuelle administration américaine qui considère l'outil militaire comme un moyen parmi d'autres (diplomatique, financier,...) pour peser sur le cours des relations internationales ou sur le sort d'un pays. L'erreur fondamentale de la doctrine néo-conservatrice qui guide les choix de l'actuelle administration américaine, est de surestimer les capacités réelles de l'usage de la Force en croyant aveuglément que la technologie moderne permettra de régler des problèmes de nature très complexe. Par conséquent, ils sous-estiment entièrement les facteurs humains et sociaux.

Puisqu'un « concept stratégique européen » a été imaginé après l'invasion de l'Irak, il n'est pas inutile que les Européens observent d'un peu plus près ce qui s'y est passé. Au plan strictement militaire, il est vrai que les forces américaines et britanniques ont mis en déroute l'armée irakienne en trois semaines. Mais aujourd'hui, on peut qualifier ce résultat de victoire à la Pyrrhus. Bien que le président Bush ait déclaré officiellement la fin de la guerre le 1^{er} mai, elle continue bel et bien puisqu'en novembre les forces américaines étaient victimes d'une moyenne de 35 attaques par jour.

De plus, les actes de terrorisme se sont multipliés en dehors de l'Irak. Les dirigeants américains ont de plus en plus de difficultés à justifier leur intervention et sont divisés sur la manière de sortir du bourbier irakien. Le 16 octobre, dans une note confidentielle révélée par le quotidien USA Today, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, écrivait que dans la bataille mondiale contre le terrorisme, « mon impression est que nous n'avons pas fait aujourd'hui de progrès vraiment décisifs ». Il reconnaissait que la cause du djihad (guerre sainte) avait fait de nouveaux adeptes dans le monde musulman et que l'intervention en Irak y avait largement contribué.

L'UE doit tenir compte des enseignements de l'exemple irakien. Au-delà des discours officiels, la réalité montre une fois de plus que les solutions militaires aboutissent difficilement au résultat escompté. La prudence s'impose donc dans le renforcement des capacités militaires de l'Union européenne.